Le Rapport annuel d’Amnesty dresse un bilan très sombre au Burundi

Amnesty International, 24/02/2016 Rapport 2015/2016 BURUNDI Les pouvoirs publics nâ€™ont cessÃ© de renforcer les restrictions pesant sur les droits Ã la libertÃ© dâ€™expression, dâ€™association et de rÃ©union pacifique. Les manifestations organisÃ©es, entre autres, par des personnalitÃ©s politiques de lâ€™opposition et des militants de la sociÃ©tÃ© civile contre la dÃ©cision du prÃ©sident de briguer un troisiÃ¨me mandat ont Ã©tÃ© rÃ©primÃ©es violemment par les forces de sÃ©curitÃ©, e particulier la police et le Service national de renseignement (SNR). La police a utilisÃ© une force excessive face aux manifestants et les personnes dÃ©tenues par le SNR ont subi des actes de torture et dâ€™autres mauvais traitements. En outre, les forces de sÃ©curitÃ© ont pris pour cible les locaux de mÃ©dias indÃ©pendants et plusieurs opposants supposÃ©s a prÃ©sident ont Ã©tÃ© victimes dâ€™homicides illÃ©gaux.

Contexte En fÃ©vrier, le chef du SNR, le gÃ©nÃ©ral Godefroid Niyombare, a recommandÃ© Ã Pierre Nkurunziza de ne pas briguer de troisiÃ¨me mandat car cela serait considÃ©rÃ© comme une violation des accords dâ€™Arusha et de la Constitution. Le prÃ©sident lâ€™a limogÃ© quelques jours plus tard. En mars, plusieurs cadres dirigeants du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD), actuellement au pouvoir, ont appelÃ© publiquement Pierre Nkurunziza Ã ne pas se porter de nouveau candidat. Ils ont Ã©tÃ© exclus du parti. Lâ€™Ã‰glise catholi la sociÃ©tÃ© civile, lâ€™opposition et de nombreux acteurs rÃ©gionaux et internationaux ont lancÃ© le mÃªme appel. MalgrÃ© cela,Â le 25Â avril, le CNDD-FDD a choisi Pierre Nkurunziza comme candidat Ã lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle de 2015. Cette dÃ©cision a dÃ©clenchÃ© des manifestations Ã Bujumbura, la capitale, et ailleurs dans le pays. Ces mouvements de protestations ont Ã©tÃ© rÃ©primÃ©s avec brutalitÃ© et les manifestants ont rÃ©agi par la violence. Le 5Â mai, la Cour constitutionnelle a validÃ© la candidature de Pierre Nkurunziza. Son vice-prÃ©sident avait fui le pays la veille, aprÃ¨s avoir accusÃ© le gouvernement de faire pression sur les juges. Le 13Â mai, des gÃ©nÃ©raux ont essayÃ© de renverser le rÃ©gim pendant que le prÃ©sident se trouvait Ã DarÂ esÂ Salaam (Tanzanie) pour assister Ã un sommet rÃ©gional des chefs dâ€™Ã sujet du Burundi. La tentative de putsch a Ã©chouÃ©. Plusieurs officiers ont quittÃ© le territoire et d'autres ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ© les forces de sÃ©curitÃ© loyalistes. Les Ã©lections lÃ©gislatives se sont tenues en juin et lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle a eu juillet. Pierre Nkurunziza lâ€™a remportÃ©e et la cÃ©rÃ©monie dâ€™investiture s'est dÃ©roulÃ©e le 20Â aoÃ»t. Les forces de continuÃ© de sâ€™en prendre Ã des opposants supposÃ©s. Quatre sites militaires, trois Ã Bujumbura et un dans la province Bujumbura Rural, ont Ã©tÃ© attaquÃ©s avant lâ€™aube le 11Â dÃ©cembre. Des violations systÃ©matiques des droits humain commises lors des opÃ©rations de ratissage qui se sont ensuivies. La CommunautÃ© dâ€™Afrique de lâ€™Est, lâ€™Union a (UA) et lâ€™ONU nâ€™ont pas rÃ©ussi Ã instaurer un dialogue entre les parties prenantes en vue de rÃ©soudre la crise buru grÃ¢ce Ã une mÃ©diation extÃ©rieure, les discussions qui avaient repris le 28Â dÃ©cembre sâ€™Ã©tant rapidement retrouvÃ point mort. La dÃ©cision du Conseil de paix et de sÃ©curitÃ© de lâ€™UA de dÃ©ployer sur place une mission de prÃ©vention protection a Ã©tÃ© rejetÃ©e par le gouvernement burundais. Pendant cette pÃ©riode dâ€™instabilitÃ© de plusieurs mois, la situation politique, sociale et Ã©conomique sâ€™est dÃ©tÃ©riorÃ©e. Le Fonds monÃ©taire international (FMI) a dÃ©clarÃ© q lâ€™Ã©conomie connaÃ®trait une contraction de plus de 7Â % en 2015Â ; le service de collecte des impÃ´ts â€“Â lâ€™Office des recettesÂ â€“ a enregistrÃ© des pertes en raison de la crise. De nombreux partenaires de dÃ©veloppement, notamment la Belgique, les Ã‰tats-Unis et les Pays-Bas, ont arrÃªtÃ© tout ou partie de leurs projets. Dans le cadre de lâ€™articleÂ 96 de lâ€™Accord de Cotonou, lâ€™Union europÃ©enne a amorcÃ© un dialogue avec les autoritÃ©s burundaises en vue de rÃ©Ã©v coopÃ©ration future avec lâ€™Ã‰tat. Or, selon lâ€™UNICEF, les ministÃ¨res Ã vocation sociale Ã©taient auparavant financÃ par lâ€™aide extÃ©rieure. Plus de 230Â 000Â personnes se sont rÃ©fugiÃ©es dans les pays voisins. La crise politique a enta cohÃ©sion fragile entre les groupes ethniques que la mise en Å“uvre des accords dâ€™Arusha avait rendue possible. Les propos incendiaires de hauts responsables en fin dâ€™annÃ©e ont aggravÃ© les tensions. LibertÃ©s de rÃ©union et dâ€™as Ã€ lâ€™approche des Ã©lections, les activitÃ©s des partis dâ€™opposition et des organisations de la sociÃ©tÃ© civile ont fait restrictions. En mars, le maire de Bujumbura a Ã©mis une directive au titre de laquelle les seules rÃ©unions publiques autorisÃ©es Ã©taient celles du parti au pouvoir. Le 17Â avril, plus dâ€™une centaine de personnes ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es lors rassemblement de protestation contre la candidature de Pierre Nkurunziza. Le 24Â avril, le ministre de lâ€™IntÃ©rieur a interdi toutes les manifestations. Le CNDD-FDD devait dÃ©signer son candidat Ã lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle le lendemain. Malgr ces mesures, de nombreuses personnes ont manifestÃ© dans les rues de Bujumbura contre la volontÃ© de Pierre Nkurunziza de briguer un nouveau mandat. Les manifestations des formations politiques dâ€™opposition ont Ã©tÃ© rÃ©primÃ violemment par les forces de sÃ©curitÃ©, tandis que celles organisÃ©es par le parti au pouvoir ou pour soutenir la candidature du prÃ©sident se sont dÃ©roulÃ©es sans entrave. LibertÃ© dâ€™expression â€“Â journalistes et mÃ©dias Les p publics ont restreint la possibilitÃ© pour les journalistes internationaux de couvrir les manifestations. Ã€ plusieurs reprises, des reprÃ©sentants de lâ€™Ã‰tat ont menacÃ© des employÃ©s de mÃ©dias internationaux. Attaques contre des mÃ©dias 26Â avril, des agents du gouvernement sâ€™en sont pris Ã la Radio publique africaine (RPA), qui Ã©mettait en direct du lieu des manifestations. Le mÃªme jour, les autoritÃ©s ont empÃªchÃ© quatre stations de radio privÃ©es dâ€™Ã©mettre au-delÃ d Bujumbura. Le 27Â avril, elles ont fermÃ© le studio de la Maison de la presse, un espace commun oÃ¹ les mÃ©dias rÃ©alisaient ensemble des Ã©missions Ã certaines occasions. Les 13 et 14Â mai, les forces de sÃ©curitÃ© ont partiellement e entiÃ¨rement dÃ©truit les locaux de quatre mÃ©dias privÃ©sÂ : la RPA, la radio-tÃ©lÃ©vision Renaissance, Radio Bonesha et Radio Isanganiro. Le rÃ©gime les accusait dâ€™Ãªtre favorables Ã la tentative de coup dâ€™Ã‰tat. Les locaux de la radio-tÃ Rema, un diffuseur progouvernemental, ont Ã©tÃ© partiellement dÃ©truits par des inconnus armÃ©s. HarcÃ¨lement visant des journalistes Des journalistes burundais ont Ã©tÃ© pris pour cible et menacÃ©s par les autoritÃ©s1. La plupart dâ€™entre eux trouvÃ© refuge dans les pays voisins. Bob Rugurika, directeur de la RPA et cÃ©lÃ¨bre journaliste, a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© et placÃ© dÃ©tention le 20Â janvier 2015. Il avait Ã©voquÃ© Ã l'antenne un rapport dâ€™enquÃªte sur lâ€™homicide de trois nonnes it dâ€™un certain Ã¢ge, commis en septembre 2014 Ã Bujumbura. InculpÃ© de complicitÃ© d'assassinat, dâ€™obstruction Ã la par violation du secret de l'instruction, de recel dâ€™un criminel et de manquement Ã la solidaritÃ© publique, il a Ã©tÃ© libÃ© sous caution le 18Â fÃ©vrier 20152. Une commission dâ€™enquÃªte sur les manifestations contre un Ã©ventuel troisiÃ¨me

mandat de Pierre Nkurunziza, Ã©tablie par les pouvoirs publics, a rendu un rapport dans lequel elle accusait des journalistes travaillant pour des mÃ©dias privÃ©s dâ€™avoir des liens avec les instigateurs de la tentative de putsch. En novembre, le procureur gÃ©nÃ©ral a rÃ©clamÃ© lâ€™extradition de cinq journalistes. Les avoirs de la RPA ont Ã©tÃ© gelÃ©s voitures appartenant Ã la radio ont Ã©tÃ© saisies en dÃ©cembre. Recours excessif Ã la force La rÃ©action des pouvoirs publics face aux manifestations nâ€™Ã©tait pas conforme aux normes rÃ©gionales et internationales3. La police a utilisÃ© un force excessive, voire meurtriÃ¨re, contre les manifestants, notamment en tirant Ã balles rÃ©elles. Arrestations et dÃ©tentions arbitraires Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), au moins 3Â 496Â personnes ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es pour des motifs liÃ©s Ã la crise politique, souvent en raison de leur participation au manifestations contre un Ã©ventuel troisiÃ¨me mandat de Pierre Nkurunziza. Beaucoup de dÃ©tenus n'Ã©taient pas autorisÃ©s Ã recevoir de visites de leur famille ou de leur avocat. DesÂ Imbonerakure, membres de la ligue de jeunes du parti au pouvoir, ont participÃ© aux arrestations de plusieurs opposants supposÃ©s au prÃ©sident, notamment de manifestants. Parmi les dÃ©tenus, lâ€™UNICEF a recensÃ© 66Â mineurs inculpÃ©s dâ€™appartenance Ã des groupes armÃ ImpunitÃ© Lâ€™annÃ©e 2015 a Ã©tÃ© caractÃ©risÃ©e par une tolÃ©rance accrue Ã lâ€™Ã©gard de lâ€™impunitÃ©. Forc craindre que les agents des forces de sÃ©curitÃ© soupÃ§onnÃ©s dâ€™avoir commis des violations des droits humains lors de manifestations publiques ne soient pas amenÃ©s Ã rendre des comptes. En juillet, le directeur gÃ©nÃ©ral de la police a dÃ©clarÃ© que cinq de ses agents faisaient lâ€™objet dâ€™une enquÃªte. Le procureur gÃ©nÃ©ral a par la suite annoncÃ© l dâ€™une enquÃªte sur des allÃ©gations selon lesquelles des exÃ©cutions extrajudiciaires auraient eu lieu lors des opÃ©ration de recherche du 11Â dÃ©cembre. Imbonerakure Les pouvoirs publics nâ€™ont pas diligentÃ© dâ€™enquÃªte sur les manÅ“u dâ€™intimidation et les actes de harcÃ¨lement dont lesÂ ImbonerakureÂ se seraient rendus coupables, notamment ceux dÃ©noncÃ©s par le HCDH. ExÃ©cutions extrajudiciaires Les pouvoirs publics nâ€™ont pas diligentÃ© dâ€™enquÃªtes sur le des forces de sÃ©curitÃ© accusÃ©s dâ€™exÃ©cutions extrajudiciaires et ne les ont pas suspendus. Lâ€™Appui pour la prote institutions (API), une unitÃ© de la garde prÃ©sidentielle, a perpÃ©trÃ© des violations des droits humains, y compris des exÃ©cutions extrajudiciaires dâ€™opposants politiques. Cette unitÃ© serait notamment impliquÃ©e dans lâ€™homicide de Ze Feruzi, prÃ©sident de lâ€™Union pour la paix et la dÃ©mocratie-Zigamibanga (UPD-Zigabimanga), un parti dâ€™opposition. C homme et un de ses gardes du corps ont Ã©tÃ© tuÃ©s le 23Â mai. Le 7Â septembre, Patrice Gahungu, porte-parole de lâ€™U Zigabimanga, a Ã©tÃ© abattu par des inconnus armÃ©s. Des agents de lâ€™API seraient aussi impliquÃ©s dans lâ€™homici VÃ©nÃ©rant Kayoya et LÃ©onidas Nibitanga, commis le 26Â avril dans le quartier de Cibitoke (Bujumbura), et dans la mort de Faustin Ndabitezimana, infirmier et membre du Front pour la dÃ©mocratie au Burundi, un parti dâ€™opposition. Ce dernier a Ã©tÃ© tuÃ© le 15Â mai Ã Buterere, un autre quartier de Bujumbura. Le 13Â octobre, le camÃ©raman Christophe Nkezabahiz son Ã©pouse et leurs deux enfants, ainsi quâ€™Evariste Mbonihankuye, un employÃ© de lâ€™Organisation internationale pou migrations (OIM), ont Ã©tÃ© tuÃ©s Ã Bujumbura. Les conclusions dâ€™une enquÃªte du HCDH indiquent que lâ€™API a peu jouÃ© un rÃ´le dans ces homicides, bien que le parquet accuse un groupe de jeunes. Ã€ la suite des attaques contre des sites militaires le 11Â dÃ©cembre, les forces de sÃ©curitÃ© burundaises ont quadrillÃ© et fouillÃ© des quartiers considÃ©rÃ©s comme acquis Ã lâ€™opposition, et ont abattu des dizaines de personnes de faÃ§on systÃ©matique. Des informations ont fai Ã©tat de corps enterrÃ©s dans des fosses communes. Selon des tÃ©moins, lâ€™API et la brigade antiÃ©meute auraient partic ces opÃ©rations aux cÃ´tÃ©s dâ€™unitÃ©s classiques de la police4. Torture et autres mauvais traitements Les forces de sÃ©curitÃ© ont eu de plus en plus recours Ã la torture et Ã d'autres formes de mauvais traitements, en particulier contre les personnes opposÃ©es Ã une nouvelle candidature du prÃ©sident Nkurunziza. Des actes de torture et dâ€™autres mauvais traitements auraient Ã©tÃ© infligÃ©s dans des centres de dÃ©tention officiels, principalement au siÃ¨ge du SNR, et dans un centre de dÃ©tention non officiel surnommÃ© Â«Â Chez NdadayeÂ Â», Ã Bujumbura. Les forces de sÃ©curitÃ© ont notamme battu des dÃ©tenus au moyen de barres de fer, de bÃ¢tons et de ceinturons. Certaines victimes ont Ã©tÃ© immergÃ©es dans de lâ€™eau sale, dâ€™autres ont Ã©tÃ© placÃ©es dans des cellules couvertes dâ€™Ã©clats de verre ou contraintes Ã sâ€™ lâ€™acide5. Ã€ la fin de lâ€™annÃ©e, les autoritÃ©s nâ€™avaient pas diligentÃ© dâ€™enquÃªtes et aucun agent du SNR o Ã©tÃ© amenÃ© Ã rendre des comptes pour ces actes. Homicides illÃ©gaux Au moins deux agents de haut rang des forces d sÃ©curitÃ© ont Ã©tÃ© tuÃ©s par des hommes en uniforme lors dâ€™attaques ciblÃ©es. Le 2Â aoÃ»t, le lieutenant-gÃ©nÃ©ra Nshimirimana, considÃ©rÃ© comme proche du prÃ©sident Nkurunziza, a Ã©tÃ© abattu Ã Bujumbura. AprÃ¨s enquÃªte, quatre militaires ont comparu le 2Â septembre devant un tribunal de Bujumbura pour ce meurtre. Le 15Â aoÃ»t, Jean Bikomagu, colonel Ã la retraite et chef dâ€™Ã©tat-major pendant la guerre civile, a Ã©tÃ© abattu Ã son domicile de Bujumbura par des hommes armÃ©s. Les pouvoirs publics ont indiquÃ© quâ€™une enquÃªte Ã©tait en coursÂ ; aucune conclusion nâ€™avait Ã© publique Ã la fin de lâ€™annÃ©e. Le 11Â septembre, lâ€™actuel chef dâ€™Ã©tat-major a Ã©chappÃ© de justesse Ã une att convoi Ã Bujumbura. Depuis septembre, des corps ont Ã©tÃ© retrouvÃ©s presque tous les jours dans les rues de la capitale et, plus occasionnellement, ailleurs dans le pays. Selon le HCDH, au moins 400Â personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es entre avril et mi-dÃ©cembre, notamment des membres du parti au pouvoir. DÃ©fenseurs des droits humains Lâ€™opposition de la sociÃ© civile au troisiÃ¨me mandat de Pierre Nkurunziza, dans le cadre de la campagneÂ Halte au troisiÃ¨me mandat, a conduit Ã une intensification du harcÃ¨lement et des manÅ“uvres dâ€™intimidation visant des dÃ©fenseurs des droits humains. Selon le rÃ©gime, il sâ€™agissait de dirigeants ou de partisans dâ€™un mouvement dâ€™insurrection. Nombre dâ€™entre eux sont m dans le rapport de la commission dâ€™enquÃªte sur les manifestations. Beaucoup se cachaient au Burundi ou avaient fui le pays Ã la fin de lâ€™annÃ©e. En novembre, le gouvernement a suspendu les activitÃ©s de plusieurs ONG et a gelÃ© leurs comptes, ainsi que ceux de trois militants rÃ©putÃ©s. Le 3Â aoÃ»t, Pierre Claver Mbonimpa, dÃ©fenseur des droits humains de premier plan, a survÃ©cu Ã une tentative d'assassinat commise par des inconnus armÃ©s alors quâ€™il rentrait chez lui6. L'un de ses gendres, Pascal Nshimirimana, a Ã©tÃ© abattu chez lui Ã Bujumbura le 9Â octobre. Le 6Â novembre, Welly Fleury Nzitonda, fils de Pierre Claver Mbonimpa, a Ã©tÃ© tuÃ© aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© arrÃªtÃ© par la police. Ã€ la fin de lâ€™annÃ©e, nâ€™avaient pas diligentÃ© dâ€™enquÃªte sur ces attaques ni amenÃ© quiconque Ã rendre des comptes. Burundi. La rÃ©pression exercÃ©e sur les mÃ©dias sâ€™intensifie aprÃ¨s la tentative de coup dâ€™Ã‰tat (nouvelle, 10Â juin) Burund LibÃ©ration dâ€™un cÃ©lÃ¨bre journaliste (AFRÂ 16/1134/2015) Burundi: Braving bullets: Excessive force in policing

demonstrations in Burundi (AFRÂ 16/2100/2015) Â«Â Mes enfants ont peurÂ Â». Aggravation de la crise des droits humains au Burundi (AFRÂ 16/3116/2015) Burundi. Â«Â Dites-moi juste ce que je dois avouerÂ Â» â€“Â Torture et autres mauvais traitements perpÃ©trÃ©s par les forces de police et le service des renseignements burundais depuis avril 2015 (AFRÂ 16/2298/2015) Burundi. Lâ€™attaque dont a Ã©tÃ© victime un militant des droits humains renforce le climat de pe (nouvelle, 6Â aoÃ»t) Â